

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

9 octobre 2019

PROPOSITION DE LOI**améliorant l'accès au congé parental
et au congé de paternité**

(déposée par Mme Meryame Kitir et consorts)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

9 oktober 2019

WETSVOORSTEL**tot verbetering van de toegankelijkheid van
ouderschapsverlof en vaderschapsverlof**

(ingediend door mevrouw Meryame Kitir c.s.)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi vise à améliorer l'accès au congé de paternité et à stimuler l'utilisation de celui-ci. Les pères qui remplissent les conditions seront désormais obligés de prendre un congé de paternité. Les conditions liées à la période durant laquelle le congé parental doit être pris et les exigences en matière de carrière sont assouplies. Les montants des allocations sont majorés pendant une période déterminée.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel wil het vaderschapsverlof toegankelijker maken en het gebruik ervan stimuleren. Wie in aanmerking komt is voortaan verplicht vaderschapsverlof te nemen. Drempels met betrekking tot de periode waarin het ouderschapsverlof dient opgenomen te worden en met betrekking tot de vereiste loopbaanvoorwaarde worden verlaagd. De bedragen van de uitkeringen worden gedurende een bepaalde periode verhoogd.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 54 2166/001.

Chaque mois, l'ONEm verse, en moyenne, une allocation de congé parental à un peu moins de 60 000 parents (59 467), contre un peu plus de 34 000 parents en 2007. Au total, sur une période d'un an, ce sont environ 133 000 parents qui prennent un congé parental.

La proposition d'hommes s'élève en l'espèce à 28,6 %, contre 8 % en 2002 et 18 % en 2007.

Bien qu'ils participent aujourd'hui davantage à ce système, les hommes représentent toujours moins d'un tiers du nombre mensuel moyen d'utilisateurs. Il ressort du reste d'une étude de l'ONEm (portant sur la situation en 2012) que les hommes qui prennent un congé parental optent en général pour une réduction de leurs prestations à concurrence d'un cinquième: au cours de la période visée par l'étude, ils étaient 33 % à bénéficier de cette formule, contre 15 % à mi-temps et 18 % à temps plein (interruption totale).

On constate dès lors qu'aujourd'hui encore, ce sont presque toujours les femmes qui restent à la maison pour s'occuper des enfants – surtout lorsqu'il s'agit d'une interruption totale (temporaire).

Bien que cette situation soit due en grande partie à une certaine répartition des rôles (qui est heureusement en train d'évoluer peu à peu, ainsi que le montre l'augmentation progressive du nombre d'hommes qui prennent un congé parental), la question des revenus joue également un rôle en la matière.

Compte tenu des montants d'allocations actuels, c'est tout d'abord vers les femmes (dont le salaire moyen est jusqu'à présent toujours moins élevé que celui des hommes) que l'on se tourne au moment de décider lequel des parents prendra un congé parental.

Mais les montants de ces allocations font également en sorte qu'il est par exemple totalement illusoire pour un parent isolé de prendre un congé parental. Il est en effet difficile de joindre les deux bouts avec 720 euros par mois ou avec le salaire d'un emploi à mi-temps complété par une allocation mensuelle de 330 euros.

L'inégalité existante dans le cadre de la prise des différents congés, dont le congé parental, entraîne non seulement un écart salarial subsistant de 20 % entre les

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van voorstel DOC 54 2166/001.

Maandelijks betaalt de RVA gemiddeld aan een kleine 60 000 ouders (59 467) een ouderschapsverlofuitkering. In 2007 waren dat er nog ruim 34 000 per maand. In totaal nemen over een jaar zo'n 133 000 verschillende ouders, ouderschapsverlof op.

Het aandeel van de mannen in die maandelijkse betalingen is 28,6 %. In 2002 was dat nog 8 %, in 2007, 18 %.

Het aandeel van de mannen is dus toegenomen maar naast het feit dat ze toch nog geen derde van het gemiddeld maandelijks aantal gebruikers zijn, blijkt uit een studie van de RVA (die betrekking had op 2012) ook dat als zij het opnemen, zij dat voornamelijk onder de vorm van 1/5^{de} vermindering doen: hun aandeel in die regeling was 33 %, tegenover 15 % in de halftijdse opnames en 18 % in de volledige onderbrekingen.

Zeker (tijdelijk) volledig thuis blijven om voor de kinderen te zorgen, is dus nog steeds bijna exclusief een vrouwenzaak.

Hoewel veel te maken heeft met rollenpatronen (die dus – blijkens de geleidelijke toename van ook mannen die ouderschapsverlof opnemen – gelukkig geleidelijk wijzigen) speelt ook het inkomensaspect.

Met de huidige uitkeringsbedragen zijn het in eerste instantie de vrouwen (die tot op vandaag nog altijd gemiddeld een lager loon hebben dan de mannen) naar wie als eerste gekeken wordt als men binnen het gezin beslist om ouderschapsverlof op te nemen.

Maar de bedragen van die uitkeringen maken ook dat het voor bijvoorbeeld alleenstaande ouders totaal onrealistisch is om ouderschapsverlof op te nemen. Probeer maar eens rond te komen met een 720 euro per maand of halftijds te gaan werken met een toeslag van 330 euro per maand.

De ongelijke opname van de verschillende verlofregelingen, waaronder het ouderschapsverlof, zorgt niet alleen voor een hardnekkige loonkloof van 20 % tussen

femmes et les hommes, mais perpétue également les rôles traditionnels. Selon une étude de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, les femmes consacrent quotidiennement 1 heure et 20 minutes de plus aux tâches ménagères et 15 minutes de plus aux jeux des enfants. Les mères de jeunes enfants consacrent même quotidiennement 1 heure et 15 minutes à ces derniers. En revanche, les hommes consacrent en moyenne 1 heure et 23 minutes de plus au travail rémunéré. Les pères de jeunes enfants consacrent même 2 heures et 37 minutes de plus au travail rémunéré. Malgré ces chiffres, il est interpellant de constater que les hommes disposent quotidiennement d'environ 44 minutes de temps libre de plus que les femmes. De surcroît, on constate que les femmes occupées à temps partiel sont davantage stressées que les femmes occupées à temps plein.

C'est pourquoi la présente proposition de loi dispose que durant les deux premiers mois du congé parental, qui en compte quatre au total, le montant de l'allocation s'élèvera à 82 % de (la partie de) la rémunération perdue, avec un plafond salarial similaire à celui prévu dans le cadre du congé de paternité. Pour les diminutions de carrière à mi-temps et les diminutions de carrière d'1/5^e temps, ce plafond s'applique pendant les quatre premiers mois respectivement les dix premiers mois.

Cette mesure est donc proposée dans le but de renforcer encore davantage l'égalité des genres dans le cadre de la prise du congé parental, mais également de supprimer les obstacles financiers en la matière.

Enfin, l'exigence d'une ancienneté de 12 mois chez le même employeur est souvent impossible à satisfaire par de jeunes adultes (et donc parents) qui sont de plus en plus souvent obligés, au début de leur carrière, d'enchaîner les contrats auprès de différents employeurs.

Par conséquent, la présente proposition de loi supprime l'exigence d'une ancienneté de 12 mois (au cours d'une période de référence de 15 mois précédant la demande) pour le congé parental à temps partiel.

Bien que les pères hésitent heureusement beaucoup moins à prendre leur congé de paternité, ils sont tout de même encore un sur sept à y renoncer. Il ressort d'une enquête réalisée par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes et *De Standaard* (intitulée "*Vaderschapsverlof opnemen is het einde van mijn carrière*") "Prendre le congé de paternité signifie la fin de ma carrière" [trad.] que ceux qui ne prennent pas leur congé de paternité invoquent la crainte (justifiée ou non) que leur employeur n'apprécierait pas qu'ils soient absents ne serait-ce que dix jours afin d'être présents auprès de leur nouveau-né.

vrouwen en mannen, het bestendigt ook de traditionele rollen. Volgens een onderzoek van het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouw & Man besteden vrouwen 1 uur 20 minuten per dag méér aan huishoudelijke taken en 15 minuten meer speeltijd aan de kinderen. Moeders van jonge kinderen besteden zelfs 1 uur en 15 minuten per dag aan de zorg voor hun kinderen. Mannen daarentegen besteden gemiddeld 1 uur en 23 minuten meer aan betaald werk. Vaders van jonge kinderen trekken zelfs 2 uur en 37 minuten meer tijd uit aan betaald werk. Ondanks deze cijfers is het opmerkelijk dat mannen globaal per dag 44 minuten meer vrije tijd hebben dan vrouwen. Daarbovenop is er de vaststelling dat vrouwen die deeltijds werken meer stress ondervinden dan vrouwen die fulltime werken.

Daarom regelt dit wetsvoorstel dat tijdens de eerste twee (van de vier) maanden ouderschapsverlof het bedrag van de uitkering naar 82 % van het gederfde loon(gedeelte) zal bedragen. Dit met de zelfde loongrens die geldt voor het vaderschapsverlof. Bij halftijdse verminderingen of verminderingen met 1/5^e is dat gedurende de eerste vier respectievelijk tien maanden.

Dit dus vanuit een streven naar nog meer gendergelijke opname ervan maar ook om de financiële drempels om het te kunnen opnemen, weg te nemen.

Daarnaast is ook de vereiste van 12 maanden ancienniteit bij de zelfde werkgever vaak niet te rijmen met het feit dat jonge mensen (en dus ook ouders) hun loopbaan meer en meer aanvatten met wisselende contracten bij verschillende werkgevers.

Daarom regelt dit wetsvoorstel dat vereiste van 12 maanden (in een referentieperiode van 15 maanden voor de aanvraag) vervalt voor het deeltijds ouderschapsverlof.

Hoewel de schroom om het vaderschapsverlof op te nemen gelukkig veel lager is, neemt toch nog altijd 1 op de 7 vaders zijn 10 dagen niet op. Uit bevestigingen van het Instituut Gelijke Kansen Man/Vrouw en *De Standaard* (titel "*Vaderschapsverlof opnemen is het einde van mijn carrière*") komt naar voor dat zij die het niet opnemen toeschrijven aan een (al dan niet terechte) vrees dat hun werkgever het niet zou waarderen dat ze zelfs maar 10 dagen afwezig zouden zijn om bij hun pasgeboren kindje te zijn ...

La présente proposition de loi prévoit par conséquent d'imposer la prise de 10 jours de congé de paternité. Si la crainte précitée est justifiée, les intéressés peuvent toujours invoquer la loi stipulant que ledit congé est obligatoire.

Toutefois, nous faisons en sorte que le salaire soit maintenu également durant les 7 jours payés par l'INAMI parce que nous ne voulons pas qu'un papa qui est la seule source de revenus du ménage et dont le salaire est déjà modeste doive obligatoirement s'absenter 10 jours durant lesquels il sera encore moins rémunéré, et ce en portant le ratio de remplacement de l'allocation à 92 %. Compte tenu du bonus à l'emploi qui s'applique aux cotisations personnelles qui sont retenues sur le salaire, la présente proposition aura pour effet que le revenu de la plupart des travailleurs sera pratiquement égal au montant de leur rémunération.

Daarom regelt dit wetsvoorstel om de opname van de 10 dagen vaderschapsverlof verplicht te maken. Als voormelde vrees dan al terecht zou zijn, kunnen ze zich altijd "verschuilen" achter de wet, die zegt dat het moet.

Maar omdat we niet willen dat een papa die enige kostwinner is in het gezin en al een laag loon heeft, verplicht 10 dagen afwezig zou moeten zijn met voor die dagen een nog lager inkomen, zorgen we ervoor dat ook voor de 7 door het Riziv betaalde dagen er loonbehoud is. Dit door de vervangingsratio van de uitkering naar 92 % te brengen. Rekening houdend met de werkbonus die geldt voor de werknemersbijdragen die op het loon worden ingehouden, zorgt dit voorstel ervoor dat er voor de meeste werknemers een quasi inkomensbehoud ten opzichte van het looninkomen zal zijn.

Meryame KITIR (sp.a)
Jan BERTELS (sp.a)
Anja VANROBAEYS (sp.a)
Karin JIROFLÉE (sp.a)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 30 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, modifiée en dernier lieu par la loi du 11 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots "le droit" sont remplacés par les mots "l'obligation";

2° dans la phrase introductive du § 2, alinéa 2, les mots "le même droit revient" sont remplacés par les mots "cette obligation s'applique";

3° dans le § 2, alinéa 3, les mots "a droit au congé visé" sont remplacés par les mots "a l'obligation visée" et les mots "qui ouvrent le droit" sont remplacés par les mots "qui imposent l'obligation";

4° dans le § 2, alinéa 4, les mots "le droit au congé ouvert par" sont remplacés par les mots "l'obligation de congé imposée par";

5° dans le § 2, alinéa 5, les mots "Le congé ouvert par" sont remplacés par les mots "Le congé pris en application de";

6° dans le paragraphe 3, les mots "du droit visé" sont remplacés par les mots "de l'obligation visée";

7° dans le § 4, alinéa 1^{er}, les mots "droit au" sont abrogés.

Art. 3

L'article 6, § 3 de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption, modifié en dernier lieu par la loi du 28 juillet 2005, le 3° est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit:

"Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, le montant de l'allocation d'interruption octroyée aux travailleurs qui interrompent un régime de travail à temps plein pour un congé parental conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle est fixé, durant les

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 juni 2011, wordt gewijzigd als volgt:

1° in § 2, eerste lid, worden de woorden "het recht" vervangen door de woorden "de verplichting";

2° in § 2, tweede lid, worden in de inleidende zin de woorden "komt datzelfde recht toe aan" vervangen door de woorden "geldt die zelfde verplichting voor";

3° in § 2, derde lid, worden de woorden "heeft het recht op" vervangen door de woorden "heeft de verplichting tot" en worden de woorden "die recht op" vervangen door de woorden "die de verplichting tot";

4° in § 2, vierde lid, worden de woorden "het recht op verlof uit, dat" vervangen door de woorden "de verplichting tot verlof uit, die";

5° in § 2, vijfde lid, worden de woorden "Het recht op verlof, dat wordt geopend door" vervangen door de woorden "Het verlof, dat wordt opgenomen ingevolge";

6° in paragraaf 3 wordt het woord "recht" vervangen door het woord "verplichting";

7° in § 4, eerste lid, worden de woorden "recht op" opgeheven.

Art. 3

In artikel 6, § 3 van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 28 juli 2005, wordt de bepaling onder 3°, aangevuld met een derde lid, luidende:

"In afwijking van het eerste en het tweede lid wordt voor werknemers die een voltijdse arbeidsregeling onderbreken in het geval van loopbaanonderbreking als ouderschapsverlof volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de

deux premiers mois, à 82 % de la rémunération perdue, laquelle est fixée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 2001 établissant la notion uniforme de "rémunération journalière moyenne" en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonisant certaines dispositions légales, et sur la base des modalités fixées par le règlement visé à l'article 80, 5^o, de la loi coordonnée. Le montant maximum à concurrence duquel cette rémunération est prise en considération est le montant fixé en vertu de l'article 113, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994."

Art. 4

Dans l'article 8, § 2*bis*, du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 12 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1^o dans l'alinéa 1^{er}, le 1^o est complété par ce qui suit:

"Par dérogation, le montant mensuel des allocations d'interruption pour les travailleurs qui réduisent leurs prestations de travail d'un cinquième dans le cas de l'interruption de carrière comme congé parental en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle, est fixé pendant les dix premiers mois à 82 % de la rémunération perdue, fixée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 2001, qui établit la notion uniforme de "rémunération journalière moyenne" en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonise certaines dispositions légales, et sur base des modalités fixées par le règlement visé à l'article 80, 5^o, de la loi coordonnée. Le montant maximum à concurrence duquel cette rémunération est prise en considération est le montant fixé en vertu de l'article 113, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.";

2^o dans l'alinéa 1^{er}, le 4^o est complété par ce qui suit:

onderbreking van de beroepsloopbaan het bedrag van de onderbrekingsuitkering tijdens de eerste twee maanden vastgesteld op 82 % van het gederfde loon, bepaald overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 juni 2001 waarin, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, het uniform begrip "gemiddeld dagloon" wordt vastgesteld en sommige wettelijke bepalingen in overeenstemming worden gebracht, en op basis van de nadere regels vastgesteld door het reglement bedoeld in artikel 80, 5^o, van de gecoördineerde wet. Het maximumbedrag ten belope waarvan dit loon in aanmerking wordt genomen, is het bedrag vastgesteld krachtens artikel 113, derde lid van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994."

Art. 4

In artikel 8, § 2*bis*, van hetzelfde koninklijk besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het eerste lid wordt de bepaling onder 1^o aangevuld als volgt:

"In afwijking hiervan wordt het maandbedrag van de onderbrekingsuitkeringen voor werknemers die hun arbeidsprestaties met een vijfde verminderen in het geval van loopbaanonderbreking als ouderschapsverlof volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan tijdens de eerste tien maanden vastgesteld op 82 % van het gederfde loongedeelte, bepaald overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 juni 2001 waarin, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, het uniform begrip "gemiddeld dagloon" wordt vastgesteld en sommige wettelijke bepalingen in overeenstemming worden gebracht, en op basis van de nadere regels vastgesteld door het reglement bedoeld in artikel 80, 5^o, van de gecoördineerde wet. Het maximumbedrag ten belope waarvan dit loon in aanmerking wordt genomen, is het bedrag vastgesteld krachtens artikel 113, derde lid van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.";

2^o in het eerste lid wordt de bepaling onder 4^o aangevuld als volgt:

“Par dérogation, le montant mensuel des allocations d'interruption pour les travailleurs qui réduisent leurs prestations de travail de moitié dans le cas de l'interruption de carrière comme congé parental en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle, est fixé pendant les quatre premiers mois à 82 % de la rémunération perdue, fixée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 2001, qui établit la notion uniforme de “rémunération journalière moyenne” en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonise certaines dispositions légales, et sur base des modalités fixées par le règlement visé à l'article 80, 5°, de la loi coordonnée. Le montant maximum à concurrence duquel cette rémunération est prise en considération est le montant fixé en vertu de l'article 113, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.”;

3° dans l'alinéa 2, le 1° est complété par les phrases suivantes:

“Par dérogation, le montant mensuel des allocations d'interruption pour les travailleurs qui réduisent leurs prestations de travail d'un cinquième dans le cas de l'interruption de carrière comme congé parental en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle, est fixé pendant les dix premiers mois à 82 % de la rémunération perdue, fixée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 2001, qui établit la notion uniforme de “rémunération journalière moyenne” en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonise certaines dispositions légales, et sur base des modalités fixées par le règlement visé à l'article 80, 5°, de la loi coordonnée. Le montant maximum à concurrence duquel cette rémunération est prise en considération est le montant fixé en vertu de l'article 113, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.”;

4° dans l'alinéa 2, le 4° est complété les phrases suivantes:

“In afwijking hiervan wordt het maandbedrag van de onderbrekingsuitkeringen voor werknemers die hun arbeidsprestaties met de helft verminderen in het geval van loopbaanonderbreking als ouderschapsverlof volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan tijdens de eerste vier maanden vastgesteld op 82 % van het gederfde loongedeelte, bepaald overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 juni 2001 waarin, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, het uniform begrip “gemiddeld dagloon” wordt vastgesteld en sommige wettelijke bepalingen in overeenstemming worden gebracht, en op basis van de nadere regels vastgesteld door het reglement bedoeld in artikel 80, 5°, van de gecoördineerde wet. Het maximumbedrag ten belope waarvan dit loon in aanmerking wordt genomen, is het bedrag vastgesteld krachtens artikel 113, derde lid van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.”;

3° in het tweede lid wordt de bepaling onder 1° aangevuld met de volgende zinnen:

“In afwijking hiervan wordt het maandbedrag van de onderbrekingsuitkeringen voor werknemers die hun arbeidsprestaties met een vijfde verminderen in het geval van loopbaanonderbreking als ouderschapsverlof volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan tijdens de eerste tien maanden vastgesteld op 82 % van het gederfde loongedeelte, bepaald overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 juni 2001 waarin, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, het uniform begrip “gemiddeld dagloon” wordt vastgesteld en sommige wettelijke bepalingen in overeenstemming worden gebracht, en op basis van de nadere regels vastgesteld door het reglement bedoeld in artikel 80, 5°, van de gecoördineerde wet). Het maximumbedrag ten belope waarvan dit loon in aanmerking wordt genomen, is het bedrag vastgesteld krachtens artikel 113, derde lid van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.”;

4° in het tweede lid wordt de bepaling onder 4° aangevuld met de volgende zinnen:

“Par dérogation, le montant mensuel des allocations d'interruption pour les travailleurs qui réduisent leurs prestations de travail de moitié dans le cas de l'interruption de carrière comme congé parental en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle, est fixé pendant les quatre premiers mois à 82 % de la rémunération perdue, fixée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 2001, qui établit la notion uniforme de “rémunération journalière moyenne” en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonise certaines dispositions légales, et sur base des modalités fixées par le règlement visé à l'article 80, 5°, de la loi coordonnée. Le montant maximum à concurrence duquel cette rémunération est prise en considération est le montant fixé en vertu de l'article 113, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.”

Art. 5

Dans l'article 223*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par l'arrêté royal du 11 juin 2015, les mots “82 %” sont remplacés par les mots “92 %”.

Art. 6

L'article 4 du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit:

“Art. 4. Pour obtenir le bénéfice du droit au congé parental, qui est pris du fait d'une suspension totale du contrat de travail durant plus de deux mois, le travailleur doit avoir été dans les liens d'un contrat de travail avec l'employeur qui l'occupe, pendant 12 mois au cours des 15 mois qui précèdent l'avertissement par écrit conformément à l'article 6.”

“In afwijking hiervan wordt het maandbedrag van de onderbrekingsuitkeringen voor werknemers die hun arbeidsprestaties met de helft verminderen in het geval van loopbaanonderbreking als ouderschapsverlof volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan tijdens de eerste vier maanden vastgesteld op 82 % van het gedeelde loongedeelte, bepaald overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 juni 2001 waarin, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, het uniform begrip “gemiddeld dagloon” wordt vastgesteld en sommige wettelijke bepalingen in overeenstemming worden gebracht, en op basis van de nadere regels vastgesteld door het reglement bedoeld in artikel 80, 5°, van de gecoördineerde wet. Het maximumbedrag ten belope waarvan dit loon in aanmerking wordt genomen, is het bedrag vastgesteld krachtens artikel 113, derde lid van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.”

Art. 5

In artikel 223*bis*, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juni 2015, worden de woorden “82 %” vervangen door de woorden “92 %”.

Art. 6

Artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 4. Om recht te hebben op ouderschapsverlof dat wordt opgenomen door een volledige schorsing van de arbeidsovereenkomst gedurende langer dan twee maanden is de werknemer gedurende de vijftien maanden die voorafgaan aan de schriftelijke kennisgeving zoals gebeurd overeenkomstig artikel 6, twaalf maanden door een arbeidsovereenkomst verbonden met de werkgever die hem tewerkstelt.”

Art. 7

Le Roi peut abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions modifiées par les articles 3 à 7.

3 septembre 2019

Art. 7

De Koning kan de bepalingen gewijzigd door de artikelen 3 tot 7 opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen.

3 september 2019

Meryame KITIR (sp.a)
Jan BERTELS (sp.a)
Anja VANROBAEYS (sp.a)
Karin JIROFLÉE (sp.a)